



Edito

LE 1^{ER} MINISTRE DANS LE CHER... POUR QUOI FAIRE ?

C'est une vraie question pour laquelle nous n'avons pas réellement de réponse. Enfin si, une qui était plutôt visible aussi bien dans Bourges que dans Vierzon. Il était quand même difficile de ne pas remarquer la multitude de camionnettes blanches et les hommes en bleu, gantés et casqués à leur côté. Sans compter les forces de l'ordre locales, les maîtres-chiens, les démineurs et les tireurs d'élite sur les toits, lorsque ces "personnalités"-là se déplacent, ce sont plusieurs centaines de personnes qui les accompagnent. Certes il faut de la sécurité mais à ce point c'est très exagéré voire surdimensionné.

Les dispositifs de sécurité comme nous les avons vus n'ont pas vocation à sécuriser au plus près, puisque tant au CREPS qu'à Vierzon, des badauds ont pu faire selfies, accolades, serrages de paluches, mais à écarter le plus loin possible les dangereux manifestants de la CGT, quel que soit le nombre. Il ne faudrait pas apparaître dans l'objectif d'un appareil-photo ou dans un zoom de caméra, encore moins nous voir interpellé ce premier ministre casseur de notre modèle social. Les dangereux ce sont eux et pas nous, c'est à nous de nous en éloigner.

Il est venu parler avec des patrons agricoles, des jeunes entrepreneurs, des start-upeurs (quelle est la différence entre les deux ?), des vignerons, des vieux entrepreneurs (vous savez ceux qui ont réussi... à nous exploiter), avec la bourgeoisie et l'aristocratie locale et tout ça dans une allégresse totale, entre camarades partageant la même idéologie, le même dogme. La rencontre avec les élu(e)s locaux peut passer comme une formalité protocolaire tant les échos de ces rencontres n'ont pas fait grand bruit. Mais qu'a-t-il annoncé cet homme ? Qu'a-t-il évoqué pour l'amélioration des conditions de vie et de travail dans notre territoire rural, pour les embauches, les services publics, l'accès aux soins, l'industrie, l'école, etc... rien. D'ailleurs l'illusion de penser que lui ou un autre gouvernant ira un jour, dans une ville pour annoncer des mesures pour le progrès social comme nous le souhaitons, est un pur fantasme. Ces gens-là, comme les précédents, ne plieront que par un rapport de forces

social puissant et durable.

Il a rencontré une délégation de la CGT, secrétaire de l'UD, de l'hôpital et des cheminots de Bourges. Résumé : les politiques menées sont les bonnes et elles vont continuer, le même constat que nous sur les difficultés à l'hôpital mais la continuité des coupes budgétaires, aucune discussion envisageable sur la réforme de la SNCF, sauf ce qui concerne la reprise de la dette, et que si la ligne Bourges-Montluçon ferme, la région en sera responsable. Vingt minutes plus tard nous étions aussi avancés que vingt minutes auparavant. Nous n'attendions rien, nous ne sommes pas déçus. Il fallait qu'on soit visibles et audibles, nous avons fait l'ensemble de la presse nationale présente, nos camarades ont pu donner nos revendications locales.

Il est plus facile de rencontrer quelques responsables syndicaux dans un bureau feutré en encerclant et en maintenant à l'écart les autres, plutôt que de venir à la rencontre de manifestants cheminots, entre autres, sur l'esplanade à Vierzon. En grève depuis plusieurs semaines, les cheminots, et pas seulement la CGT, auraient pu avoir des choses très intéressantes à lui dire tant sur le démantèlement de la SNCF que sur sa politique globale. Faudrait-il juste serrer des mains en centre-ville pour être populaire ? La roue tourne et l'avenir nous le dira.

Ce gouvernement n'aime pas la confrontation d'idées, il la musèle et pour autant ils veulent le rapport de forces et en découdre. C'est en tout cas ce que transpire le premier ministre. Nous aurions pu discuter pendant des heures, il ne nous aurait ni écoutés ni entendus. Eux plus que les autres n'ont rien à faire des syndicats, à part des réformistes et à la marge. D'ailleurs ceux-ci ne s'y sont pas trompés en s'immisçant dans le débat parlementaire en proposant des amendements pour discuter de la longueur des chaînes et du poids des boulets à la SNCF.

Voilà, un premier ministre dans le Cher pour les desiderata du patronat. Mieux, ce serait exagéré.

Bon courage à vous toutes et tous.

Sébastien Martineau - Secrétaire Général

Sommaire :

Editorial :

Le 1er Ministre dans le Cher...	P. 1
Prise de parole 1er Mai	P. 2 & 3
Marée populaire - Rassemblement 26 Mai	P. 4 & 5
Suppression des Cotisations Sociales...	P. 6 & 7
Résultats élections professionnelles Paulstra	P. 7
Mai 68	P. 8 & 9
Souscription UD ☞ Accélérons	P. 9
Souscription Livre IHS Retraités E.M.	P. 10



AGENDA

JEUDI 14 JUIN

JOURNÉE D'ACTION NATIONALE

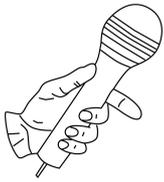
INTERSYNDICALE RETRAITÉS

(Modalités locales à définir)

MAI 68

INITIATIVES DANS LA CHER

(Voir page 9)



PRISE DE PAROLE

1er MAI 2018 par Sébastien Martineau

Cher(e)s Ami(e)s, Cher(e)s Camarades,

En préambule de cette commémoration historique dans notre UD, au regard de cette année 2018 qui marque les 50 ans des conquis de 68, de ces luttes sociales qui ont marqué et qui marquent toujours le quotidien des travailleurs de ce pays, qu'ils soient actifs, retraités ou chômeurs, je tiens à remercier au nom de la Commission Exécutive de l'UD et très personnellement nos camarades qui ont fait que cette UD soit ce qu'elle est. Une CGT départementale qui a construit des principes, des valeurs. Nous nous efforçons de perpétuer ce que nos camarades ont précédemment construit avec leurs convictions et leur acharnement.

Je tiens à les remercier car sans eux nous ne serions rien ou pas grand-chose. Ce qu'ont construit Maurice, Jean Claude, et Jean Pierre, avec le travail de Robert, Michel, Laurence à Bourges, Jean Marc à St Amand, Jacques et Josette à Vierzon, Michel, Dédé et Michel à St Florent, Lucien, Cédric et Patrick à la Guerche, nous montre qu'à chaque période de notre histoire syndicale, des hommes et des femmes ont répondu présent pour diriger le mouvement social. Nous pouvons remercier tous les syndiqués qui ont fait confiance à ces hommes et ces femmes et qui ont cru en leurs convictions. Si nous sommes réunis aujourd'hui, c'est grâce à vous car notre CGT est toujours vivante. Encore merci à toutes et tous.

Nous sommes vivants car nous existons ! On voudrait nous faire passer pour morts ou à l'agonie, en voie de disparition, ou encore aphones dans le paysage médiatique. Rien de tout ça et la recette n'est pas nouvelle. Que disait la presse bourgeoise sur les rassemblements et les luttes des travailleurs le 1^{er} mai au début de cette merveilleuse aventure ? Evidemment du bien, comme pour toutes les actions rassemblant le monde du travail. La répression armée et sanguinaire jadis n'est-elle pas le signe que cette journée n'est pas compatible avec les intérêts des possédants ? Que tous les travailleurs qu'ils le peuvent se mettent en grève le même jour depuis des décennies, n'est ce pas un signe de révolte contre l'oppression patronale où qu'elle soit ? Que des camarades partout sur la planète manifestent contre les guerres et l'impérialisme, n'est ce pas une volonté de suprématie des peuples et pour la paix ? Oui, partout dans le monde, des travailleurs se battent pour leurs droits, pour leur souveraineté.

Le 1^{er} mai reste dans l'esprit des camarades comme la fête des travailleurs, la solidarité internationale, le mécontentement, la lutte. C'est une histoire qu'il nous faut faire connaître et répéter. Pas la fable du patronat et des médias qui nous posent ce jour férié, en France, et pas dans certains pays où c'est une journée de grève, comme un jour férié classique avec comme slogan la fête du travail. Depuis quand fêtons nous le travail ? Depuis quand nous rend-il plus libre plus, indépendant, plus épanoui ? Que nous fêtions une naissance, un mariage, un diplôme pourquoi pas, nos mères, nos pères, notre famille tous les jours, ça paraît normal, mais le travail, c'est assourdissant de mépris.

Nous devrions remercier ces bons patrons de nous laisser l'opportunité de nous exploiter. Quelle grâce, monseigneur ! Il faudrait fêter le fait qu'ils aient le droit de vie ou de mort sociale, et que sans eux rien ne pourrait se faire dans la société. Le patronat serait tout et nous rien. Il serait fêté pendant que nous sommes méprisés. Le 1^{er} mai ce n'est pas ce qu'ils disent. Le 1^{er} mai c'est nous, car ils ne sont rien.

Ce 1^{er} mai se place dans la continuité des précédents. Nous avons aujourd'hui comme hier un gouvernement aux ordres du capital, comme les précédents. Avec une nuance de taille quand même pour l'actuel monarque qui est la rapidité et la force de frappe dans le combat. Ce que le patronat et Macron font, est à l'inverse de ce que la CGT revendique, ça ne vous étonne pas mais c'est mieux en le disant. Pour autant nous avons une revendication presque commune. Ça peut paraître étrange mais c'est dit et écrit : Macron veut transformer la société, nous nous voulons la changer. Pour ça il veut obéir à sa caste tandis que nous voulons faire aboutir nos revendications. Il veut le tout individualiste libéral, nous voulons le collectivisme et l'intérêt général. Il souhaite détruire, nous allons reconstruire. Il défait nos conquis, allons en arracher d'autres.

Il n'invente rien dans ce qu'il fait puisqu'il est sur les vieilles revendications du CNPF (Medef), de la banque mondiale, du FMI et de L'Union Européenne : Le tout concurrence sans aucune barrière, le tout marchand, plus de collectif, plus de solidarité par le haut, sont les maîtres mots de sa politique.

Alors évidemment il faut en finir avec tout ce qui a été conquis par la lutte des travailleurs durant presque

deux siècles. L'idée de terminer le boulot des autres présidents est omni présente dans les rangs du patronat. Macron a été mis en place pour ça. Salarié(e)s du privés, fonctionnaires, cheminots ou salarié(e) d'anciennement EDF-GDF, chômeurs, retraités, tous à la même enseigne pour le moins disant social. Depuis près de 40 ans, la seule ligne politique conduite a été la régression des droits collectifs, des salaires et des pensions, de l'accès à tout ce qui est services publics, santé comprise.

Seule une mission n'a pas été restreinte et elle est de taille, les OPEX. En bon français les opérations extérieures. Pas humanitaires ou sociales. Non. Les opérations militaires dans d'autres pays menées par la France. Celles où on nous assure que c'est pour le bien des peuples, pour la démocratie ou encore pour d'éventuels droits de l'homme locaux, contre le terrorisme. La France ne cesse de se montrer comme une sorte de sentinelle éclairée pour le respect du droit international, sans mandat de l'ONU mais avec un mandat guerrier de l'UE et surtout de l'OTAN. Il fallait intervenir en Afrique, en Libye, en Syrie. Il faut vendre des armes à tout le monde et surtout aux radicaux parce que l'argent est là. Il faut pacter militairement avec les plus obscurantistes religieux que la terre puisse porter au détriment, justement, des droits de l'homme. Il faut soutenir le gouvernement israélien et ne rien dire sur ce qui se passe à Gaza ou ailleurs en Palestine.

Le traitement réservé à certain chef de gouvernement sud américain, à la Russie sont des illustrations d'obscurantisme de ce que sont les relations internationales vues par l'impérialisme américain, de l'UE et de l'Otan. La France n'est pas en reste. Les guerres n'ont jamais eu qu'un seul but, reconstituer les forces monétaires du capital et l'appropriation des richesses par les occupants. C'est le cas aujourd'hui en Libye, en Irak, au Kurdistan, en Syrie, en Afghanistan. Il faut sortir de cette logique d'occupation guerrière, il faut sortir de l'Otan et de la logique régionale que nous impose l'UE. La CGT est internationaliste, l'UE non, elle est sectaire, raciste et xénophobe. C'est bien pour ça que le Front National n'en sortira jamais.

Pour finir, un mot sur les luttes en cours et elles sont nombreuses. Elles portent toutes les mêmes revendications : défense et reconquête des services publics, augmentation des salaires, embauches et conditions de travail. Cheminots à Vierzon et Bourges, hôpital de Bourges, Vierzon et St Amand, Carrefour magasin et dépôt, France Fermeture, Nexter,

Michelin, Trésor Public, George Sand et j'en oublie, sont les résultats des politiques patronales et du gouvernement, des injonctions de la commission européenne et de la bourgeoisie. Il faut faire en sorte que ces luttes ne soient plus esseulées et sectorielles mais bien la construction d'un réel rapport de forces convergent vers nos intérêts communs de classe. Il faut globaliser les revendications et les luttes pour gagner le changement de société et l'émancipation de toutes et tous.

1^{er} Mai 2018, 1^{er} Mai 68, 50 ans d'histoire sociale qui s'ajoutent à la précédente et qui nous font dire que la lutte paie lorsque le tous ensemble n'est pas qu'un slogan mais une réalité concrète.

Nos camarades du collectif 18 de notre Institut d'Histoire Sociale ont programmé, en lien avec les Unions Locales, toute une série d'initiatives dans les semaines à venir. Le combat pour la mémoire et l'Histoire est un combat quotidien tant les attaques sont grandes. Entre les tentatives de réécriture ou tout simplement la volonté d'omettre des faits et des personnes pour assouplir la vérité, le camp d'en face mène une guerre contre les faits. De répéter sans cesse que mai 68 était le mouvement des étudiants et peu parler des grèves et des occupations d'usines, revient à faire croire que le gouvernement a négocié avec les organisations syndicales par pure bonté, par pure générosité. Quand De Gaulle est montré comme le créateur de la Sécurité Sociale, que Laroque est le seul nom retenu par les institutions, c'est tout simplement une escroquerie intellectuelle, la négation du passé. Il leur faut ça pour minimiser les luttes et les conquies sociaux.

Le combat de classe pour un monde meilleur est réel et les camarades y sont confrontés tous les jours. Ce combat n'est pas que sur les lieux de travail, il est dans notre vie, chez nous. Personne n'y échappe, enfin si, quelques-uns bien protégés, et tout le monde, un jour ou l'autre, sera concerné.

Le combat contre le patronat et le gouvernement est un combat idéologique, par les idées et politique, par le peuple. Nier ces deux choses serait nier le combat capital/travail et accepter une certaine fatalité destructrice pour le monde du travail.

Voilà mes camarades, ce petit mot pour vous souhaiter un bon 1^{er} mai et que les luttes à venir soient porteuses de véritables changements pour le bien de toutes et de tous. Que notre Union Départementale soit la motrice de la victoire. Merci.



Union syndicale
Solidaires



PCF
Parti communiste français



Parti de
Gauche
ÉCOLOGIE • SOCIALISME • RÉPUBLIQUE



MARÉE POPULAIRE

LE SAMEDI 26 MAI 2018

POUR L'ÉGALITÉ, LA JUSTICE SOCIALE ET LA SOLIDARITÉ

RASSEMBLEMENTS à :

BOURGES 10 h 30 – Place Séraucourt

VIERZON 9 h 30 – Sous-Préfecture pour départ BOURGES

ST-AMAND 10 h 00 – Place de la République

Un constat s'impose, Emmanuel Macron, son gouvernement et le Medef sont décidés à imposer coûte que coûte une restructuration en profondeur de la société française : politique d'austérité, destruction des droits des salarié.es, introduction de la sélection à l'université, casse des services publics, aggravation du sort des sans emploi et des retraités, réorganisation aggravant les inégalités en matière d'accès à la justice, réforme fiscale favorable aux plus riches, loi répressive contre les migrant.es, priorité donnée au secret des affaires contre le droit à l'information, introduction de l'état d'urgence dans le droit commun, répression des mouvements sociaux et des jeunes des quartiers populaires... sans oublier une po-



litique militariste au niveau international. La multiplication des mesures prises avec brutalité sur tous les fronts a un objectif, celui de créer un effet de sidération et espérer ainsi empêcher toute riposte. Le patronat profite de la situation pour multiplier les restructurations et rester sourd aux revendications du monde du travail. En s'en prenant aux personnels à statut, en particulier aux cheminot.es, Emmanuel Macron espère, s'il l'emporte, casser tout esprit de résistance.

Ce coup de force peut échouer, car les mobilisations se multiplient dans le pays, chacune avec sa spécificité : journée nationale d'action, grèves, occupation d'universités, manifestations... Il appartient

évidemment aux organisations syndicales de décider, avec les personnels concernés, de leurs formes d'action. Chacune d'entre elles a, a priori, des ressorts différents, mais au-delà de tel ou tel aspect, ce dont il est question concerne la nature-même de la société dans laquelle nous voulons vivre.

Voulons-nous vivre dans une société où les droits sociaux seraient réduits à néant, où les services publics et la sécurité sociale auraient disparu, où l'inégalité de traitement des territoires serait la règle, où l'accès à l'université serait de plus en plus réduit, où les lanceuses et lanceurs d'alerte et journalistes seraient bâillonnés, où les défis écologiques seraient soumis aux intérêts de la finance, où la lutte contre les discriminations se réduirait à des discours ? Ou, au contraire, voulons-nous une société plus juste, plus solidaire, plus démocratique, plus égalitaire avec un meilleur partage des richesses ? Tel est l'enjeu.

Le gouvernement espère que ces mobilisations sectorielles restent isolées et qu'il pourra les défaire les unes après les autres en tenant bon, en les laissant s'épuiser ou en les réprimant. Affichant sa détermination, il espère ainsi nous découra-

ger. Il se trompe, comme le montre la multiplication des collectifs citoyens en lien avec les salarié.es, les retraité.es et les étudiant.es ainsi que le succès de la solidarité aux grévistes, notamment à ceux de la SNCF. Il s'agit maintenant d'aller plus loin et, **toutes et tous ensemble**, d'affirmer dans la rue que des alternatives existent, que nous ne nous résignons pas au sort que nous promet ce gouvernement. Il fait la sourde oreille, il faut le forcer à nous entendre et à retirer ses projets.

Dans le respect de nos champs d'intervention respectifs, nous voulons aller au-delà de toutes les mobilisations positives qui existent déjà et rassembler toutes les forces sociales, syndicales, associatives, politiques pour construire et réussir ensemble un grand rendez-vous citoyen.

**PARTOUT EN FRANCE
LE SAMEDI 26 MAI,
UNE MARÉE POPULAIRE
POUR L'ÉGALITÉ,
LA JUSTICE SOCIALE
ET LA SOLIDARITÉ.**

Bourges, le 16 Mai 2018



LA SUPPRESSION DES COTISATIONS SOCIALES ET SES CONSÉQUENCES

La suppression des cotisations sociales, par Macron, basées sur les salaires payés à la source par l'employeur telles qu'elles étaient calculées et pré-affectées lors de la mise en place de la Sécurité Sociale le 1^{er} janvier 1947 (suite à la loi du 22 mai 1946 sous la direction du Ministre du Travail Ambroise Croizat), **c'est la mort de notre système de protection.**

Il est vrai, le patronat n'a jamais accepté de participation financière sur les richesses produites à l'entreprise. Ces cotisations, qu'il désigne sous le terme trompeur de "**Charges**" et qui représentent en réalité **une partie des salaires socialisés**, dus aux salariés pour le paiement de leur travail.

Insupportable pour lui que ces cotisations soient gérées dans des Conseils d'Administration aux $\frac{3}{4}$ par les salariés.

N'oublions pas que la Sécurité Sociale, dès sa création, a été l'objet d'affrontements et de remises en cause permanentes. Par exemple Ordonnance en 1967 du Général de Gaulle – Ordonnance Jeanneney – Plan Juppé en 95 – etc....).

De plus, rappelons qu'en 1992, le gouvernement Rocard a introduit un "outil sournois" de remise en cause du principe de financement de la Sécurité Sociale : la Cotisation Sociale Généralisée (C.S.G.) combattue dès sa mise en œuvre par la CGT.

La CSG est une fiscalisation sociale rampante, un double impôt très injuste qui frappe toutes les couches populaires.

Ainsi à sa création, la Sécurité Sociale était financée à 100 % par les cotisations sociales mais elle n'a fait que diminuer depuis. Par exemple : En 2015, la répartition était la suivante : 64 % pour les cotisations sociales, 16 % pour la CSG et 20 % pour les impôts et taxes et cette diminution ne va qu'en s'aggravant.

Avec la CSG, nous assistons à une fiscalisation de la Sécurité Sociale qui remplace la cotisation sociale telle que l'avaient conçue ses fondateurs et son financement lié au salaire et au travail.

Ainsi la question de la Sécurité Sociale n'est plus l'affaire des travailleurs mais des gouvernements.

Oui, c'est la mort de notre système social tel qu'il a fonctionné depuis 1945.

Pour Macron, il s'agit d'abaisser de façon drastique le "Code du Travail", de rompre le lien direct entre le travail et les droits sociaux. Ainsi, il épargne aux employeurs et aux actionnaires le versement de plus de 470 milliards de cotisations sociales en 2017.

Il met en œuvre la plus importante "**contre révolution sociale**" jamais connue depuis 1945. Il prévoit de mettre en œuvre "**une société post salariale**".

Il n'a de cesse d'abroger tous les statuts, le Code du Travail comme celui de la fonction publique, cheminots inclus.

Supprimer le statut des salariés publics et privés c'est-à-dire le contrat de travail, les conventions collectives, la mensualisation, reconnaissance des qualifications, les institutions représentatives du personnel, la médecine du travail, les inspecteurs du travail, c'est revenir à l'aube du "salarial miséreux" du XIXe siècle lorsque l'esclavage fut tout juste aboli.

Fini le contrat de travail qu'on connaissait remplacé par un contrat commercial de gré à gré ; nous revenons au XIXe siècle : Précarisation du travail = arrivent les contrats de mission, les forfaits jours, le paiement à la tâche. "Le monde de Macron" c'est les start-up, les incubateurs, les managers, les développeurs c'est le nouveau monde de Macron...

Alors réveillons-nous, il y a urgence : la Sécurité Sociale est une idée neuve et révolutionnaire. Ainsi débarrasser les travailleurs de l'incertitude du lendemain.

- Gestion d'une caisse unique de Sécurité Sociale gérée par eux-mêmes
- Système de répartition : de chacun selon ses moyens à chacun selon ses besoins.

Les assurés ont des droits et ne veulent pas être assistés.

Voilà notre monde à nous et nous ne voulons pas de votre "nouveau monde Monsieur Macron", et nous le combattons par tous les moyens que nous permettent nos statuts CGT.

Syndicat CGT des Retraités MBDA

RESULTATS DES ELECTIONS PROFESSIONNELLES DU SITE HUTCHINSON-PAULSTRA VIERZON

Ci-dessous, un bref résumé des précédentes élections professionnelles :

2007 : CGT = 8 % ; 2011 : CGT = 28 % ;
2015 : CGT = 42,68 % ; 2018 : CGT = 55,56 %

**MERCI ET
BRAVO!**

Ces résultats sont simplement le fruit d'un travail et d'un investissement qui ont commencé en 2011 pour les premiers d'entre nous. Nous revenons de loin car nous avons dû faire face à un syndicat CFDT très fort à Vierzon avec des personnages charismatiques. Au fur et à mesure, l'équipe CGT s'est étoffée et les "anciens" ont pris de l'expérience. En 2015, nous avons pu constater que nous avons fait une belle progression mais pas suffisante pour être majoritaire. Et comme le travail et l'investissement paient, nous sommes devenus indirectement majoritaires car nous avons atteint (démission mandat) quasiment 1 par 1 toute la CFDT. Au cours du mandat 2015-2018, nous avons récupéré les postes de secrétaire de CE, d'adjoint et trésorier adjoint (la trésorière était CFDT mais inexistante). Les salariés ont pu constater que nous faisons le travail donc nous ont accordé leur confiance pour la 1ère mise en place du Comité Social et Economique. A noter, l'élection d'un camarade en 2ème collège (jamais vu depuis que je suis à l'usine - 1999).

Vous pouvez trouver d'autres informations sur notre blog : www.cgtpaulstravierzon.com.

Merci aux salariés. Bravo aux camarades.

Romuald POUPAT

SYNDICALISATION



MAI 68

L'Association Bandits-Mages à Bourges nous a contactés au mois d'avril pour savoir si nous étions intéressés pour une rencontre sur nos initiatives des 50 ans de Mai 68.

Cette rencontre, entre le Secrétaire Général de l'UD, le Collectif IHS 18 et l'association, nous a conduit à échanger sur le contenu de nos initiatives et sur la programmation prévue par Bandits-Mages sur le week-end du 1er au 3 juin.

Nous avons décidé de publier cette programmation qui donne un plus à nos rendez-vous, puisqu'une grande partie des films sortent de nos frontières en montrant les événements dans d'autres pays et donc une vision internationaliste des luttes de cette période.

Merci aux camarades qui participeront aux projections.

S. Martineau



PROGRAMME

Venez assister du 1er au 3 juin 2018 au Haïdouc - Friche l'Antre-Peaux - 24 Route de la Chapelle à BOURGES à des projections sur cette période de bouleversement mondial et constataire qu'est Mai 68.

Au menu de ce week-end : 7 séances qui retracent différents visages méconnus de cette période.

Ces séances ont été composées par Olivier Hadouchi, historien du cinéma et Aliette Guibert- Certhaux, spécialiste des cultures numériques.

Les projections se feront en présence des réalisateurs Stéphane Gatti, Jacques Kébadian, Mounir Allaoui, Claudia Von Alemann, Boris Lehman, Jackie Raynal-Saleh et de nombreux invités chercheurs et universitaires.

Vendredi 1^{er} Juin 2018

- ☞ **19 h 00 : film d'ouverture** : *the night readers*, de Mathieu Kleyebe Abonnenc. Le film revient sur la guerre civile du Surinam entre 1986 et 1992.
- ☞ **20 h 30 : Internationalisme[s], Anti-impérialisme & Convergences des luttes ?**
- ☞ Déployer 1968. Comment de nouvelles visions du monde et de la politique émergent de Berlin à Paris, de Tokyo à Sochaux, de Dakar à Belgrade et de Prague à Mexico. 3 films illustrent ce mouvement.
- ☞ **22 h 30 : Les vies bouleversées [1] : Un film de Stéphane Gatti**
- ☞ Portraits de militants aux destins singuliers : quand l'histoire intime rencontre la grande.

NOUS POURSUIVERONS LE WEEK-END :

Samedi 2 Juin 2018

- ☞ **13 h 00 : Les vies bouleversées [2]** : Deux films de Stéphane Gatti
- ☞ **15 h 00 et 16 h 00 : Gare à l'urbanisme** : Réflexion sur l'urbanisme insurrectionnel
- ☞ **20 h 30 : Il. Je, tu, il, elle, ...elles, eux** : 2 films qui repensent le rapport des individus, en lien avec le collectif

Dimanche 3 Juin 2018

- ☞ **15 h 00 : Détruire, reconstruire et décentr[alis]er ?** Films sur l'avant et l'après 68
- ☞ **17 h 30 : Internationalisme[s], Anti-impérialisme & Convergences des luttes ?**

MAI 68

50 ANS - MAI 68

INITIATIVES DANS LE CHER

COMMÉMORATION



Collectif 18 de l'IHS Centre, en collaboration avec l'Union Départementale du Cher et les Unions Locales de Bourges, Vierzon, St-Amand et St-Florent

26 Mai à St-Amand-Montrond

☞ Exposition dans les locaux de l'UL de St-Amand « 1968 ... 2018, 50 ans de luttes ».

8 Juin 2018 à St-Germain-du Puy

☞ Rencontre-débat suivie d'un spectacle de chansons sur les thèmes de Mai 68 et la lutte par Vincent Faucheux, artiste local.

15 Juin 2018 à St-Florent-sur-Cher

☞ Projection films (à définir) suivie d'un débat au cinéma municipal "Le Rio". Spectacle de chansons sur les thèmes de Mai 68 et la lutte par Vincent Faucheux, artiste local.

22 Juin 2018 à Vierzon

☞ Rencontre-débat suivie d'un spectacle de chansons sur le thème de Mai 68 et de la lutte par Vincent Faucheux, artiste local.

VENDREDI 8 JUIN ...	St GERMAIN DU PUY ESPACE NELSON MANDELLA
VENDREDI 15 JUIN...	St FLORENT SUR CHER CINÉMA LE RIO
VENDREDI 22 JUIN...	VIERZON BALLE DE LA DECALE

SOIREEES

Les 50 PRINTEMPS de MAI 68

19h: CONFERENCE-DEBAT-PROJECTION
« TEMOIGNAGES et CONQUETES de MAI 68.. »

20h:30 Vincent FAUCHEUX chante....
« .. au printemps...à quoi rêvais-tu.. ? »

Accompagné d'Etienne MANEUVRIER, Vincent FAUCHEUX interprétera les chansons qui résonnaient dans les têtes des français au cours de ce printemps de luttes.

À l'issue des soirées, EXPO « Le Printemps des conquêtes », et Buffet froid.

Message important

SOUSCRIPTION UD 2018

DERNIERE LIGNE DROITE ⇒ ACCELERONS

Point n'est besoin de rappeler l'importance financière que revêt notre souscription annuelle ! Mais comme c'est mieux en le disant, nous nous permettons de vous signaler que les **lots seront impérativement répartis le LUNDI 18 JUIN** et qu'il est urgent de mettre les bouchées doubles pour placer et rapatrier les carnets en votre possession.

Nous savons pouvoir compter sur votre militantisme en cette période où nous mesurons tous l'importance de notre initiative.

MERCI D'AVANCE - BON COURAGE - BONNE LUTTE

La Commission Financière et de Contrôle de l'UD

Souscription pour le Livre I de 1860 à 1967 à 8 € (prix hors souscription 10 €)

Disponible juin 2018



Les Etablissements Militaires de Bourges et d'Avord ***Une grande et belle histoire humaine !***

Cette riche histoire, industrielle et sociale débute en 1860 suite à la décision napoléonienne d'implanter à Bourges un arsenal unique, un dépôt et une école de pyrotechnie.

Des générations de travailleurs se succèdent en transmettant leurs savoir-faire. Des milliers de familles vont vivre et travailler au pays. La jeunesse trouve dans l'école de formation professionnelle de l'arsenal la possibilité d'y effectuer son apprentissage.

Bourges et le Cher bénéficient ainsi des apports industriels et technologiques développés par les intelligences créatrices des ouvriers, des techniciens, des ingénieurs civils et militaires.

Mais que savons-nous précisément de la vie et du travail de tous ces employés des E.M, protégés par le secret militaire ? Quelle connaissance avons-nous des conditions d'existence et d'emploi de ces ouvriers vietnamiens, recrutés parmi les paysans les plus pauvres du delta du Fleuve Rouge par l'Etat colonisateur français, employés à la pyrotechnie durant la Grande Guerre ? Des 14000 ouvriers mobilisés dont des Chinois, des Grecs...et de très nombreuses femmes ? Des femmes qui prennent une part active au combat de leur indépendance, des « munitionnettes » qui osent proclamer, en pleine guerre, que « la femme doit être l'égale de l'homme » ?

Comment apprécier le courage de ces militants, tel Venise Gosnat, qui font renaître le mouvement d'opposition à l'Union Sacrée et à la guerre, contribuant à faire des E.M un bastion du pacifisme ?

Comment ne pas évoquer le rôle de ces militants syndicaux et politiques engagés dans la Résistance jusqu'au péril de leur vie pour la Libération de Bourges ? De ceux qui prennent une part active dans la reconstruction des établissements pillés, saccagés par l'occupant nazi ?

De ceux qui s'engagent en apportant leur soutien aux peuples luttant pour leur indépendance, en connaissant les affres des révocations, recouvrant leur dignité grâce à la solidarité de toute une corporation en lutte. L'un de ces révoqués de 1950, Maurice Louis, participe à la fondation de la Sécurité Sociale inscrite au programme du Conseil National de la Résistance et représente la CGT au bureau de la fédération nationale des organismes de Sécurité Sociale.

Voilà quelques-uns des aspects de cette vie de ces établissements qu'un collectif de militants syndicaux CGT retraités des EM a voulu porter à la connaissance de l'opinion publique !

Les Etablissements Militaires de Bourges : Une grande et belle histoire humaine !

Disponible juin 2018

Souscription pour le Livre I de 1860 à 1967 à 8 € (prix hors souscription 10 €)

Nom et Prénom du souscripteur :

Adresse complète :

N° de Tél. : Adresse courriel :

Nombre d'exemplaires commandés à la souscription :

Prix total à régler au nom de l'IHS CGT Centre : 8 € x nb exemplaires =€

Mode de paiement : numéraire ou chèque à l'ordre de l'IHS CGT Centre

Date :

Signature :

Encaissé par : Lieu :

Bulletin à retourner à : IHS CGT18 - 8 Place Malus - 18000 BOURGES